

La Drôme, 1^{er} département bio, va-t-elle perdre ses abeilles ?

Les apiculteurs sont confrontés à une perte importante de leur capital chaque année, pour retrouver leur niveau de production, la majorité achète et élève des essaims, d'autres se refusent de perdre du temps ou de l'argent car les abeilles ne cesseront de disparaître, et travaillent avec les ruches qu'il leur reste. Est-ce encore réaliste de vouloir vivre de l'apiculture aujourd'hui ?

Depuis quelques années, les apiculteurs sont confrontés à des pertes de colonies entières qui meurent devant les ruches ou disparaissent comme en témoigne Ralph Campbell, apiculteur à Beaufort sur Gervanne : « J'ai perdu 50% de la totalité de mes 320 ruches, les plus belles que j'avais constituées au printemps dernier en bossant comme un fou. Je refuse que l'on continue à bosser pour rien et refuse d'acheter des essaims et de prendre le risque de les perdre l'année suivante. Nous allons devoir travailler à deux avec 170 ruches et essayer de rentrer tout juste dans nos frais ». Il en est de même pour Sonia Martaresche, apicultrice à Réauville : « J'ai 30% à 40 % de pertes de mon cheptel tous les ans, comme tout le monde. On travaille de plus en plus pour remonter notre cheptel avec très peu de résultat à la fin, on ne pourra pas continuer 10 ans à ce rythme ! Et si l'on veut acheter des essaims, il faut s'y prendre un an à l'avance pour les commander, c'est de la folie ! ».

Les apiculteurs accusent les pesticides. Selon eux, les principaux responsables de cette tragédie seraient les néonicotinoïdes, insecticides systémiques dont font partie le "Gaucho" de Bayer et le "Cruiser" de Syngenta. Ce sont des neurotoxiques nocifs pour les insectes, ils sont utilisés en enrobage de semences pour protéger la plante de certains insectes et ravageurs. « Ces produits sont vendus comme des produits miracles qui font gagner à l'agriculteur des heures de travail et qui plus est, permettent moins de traitements par pulvérisation aérienne, donc moins de danger pour la faune... », précise Ralph Campbell. La réalité est toute autre, ces produits sont persistants plusieurs années et contaminent de fait les cultures suivantes. La systémie et la persistance combinée provoquent une contamination du sol qui se généralise à tous les nectars et pollens de plantes issues de semences non traitées. La pollution n'est plus limitée dans le temps et n'est plus visible ! Ralph Campbell en a subi les conséquences : « À l'époque où je m'aventurais encore à descendre mes ruches dans la plaine de Montélimar, j'ai perdu une année 50% de mon cheptel car les ruches avaient été placées à proximité d'un champ semé 7 ans auparavant avec des semences traitées au Régent ! La rémanence de ce produit est donc d'au minimum 7 ans ! Depuis mes ruches restent dans le Vercors, mais cette

année a prouvé que le danger était présent aussi dans cet espace à priori "protégé". »

La profession apicole a du mal à faire face aux lobbies des firmes phytopharmaceutiques d'autant plus que la communauté scientifique ne démontre pas de causalité à effet : le mal serait multifactoriel : varroas, frelon, climat... Pour Sonia Martaresche, « c'est sûr rien ne prouve que c'est ça ou autre chose. La mortalité des abeilles n'est pas toujours une intoxication directe avérée. En réalité, l'abeille évolue dans un environnement pollué défavorable, les colonies s'affaiblissent progressivement, elles se fragilisent et peuvent ainsi devenir plus sensibles au varroa... ».

Le Syndicat des apiculteurs professionnels de Rhône-Alpes (SAPRA) est très mobilisé sur la question, les services de l'État ont été rencontrés à maintes reprises mais « on parle à un mur, c'est le pot de fer contre le pot de terre... » souligne Sonia Martaresche.

Les apiculteurs doivent impérativement maîtriser l'éloignement des zones traitées, ce qui n'est pas sans mal car l'information n'est pas toujours transparente. Jérôme Alphonse, apiculteur dans le Royans, souligne le problème des traitements obligatoires sur la mouche du brou sur noyers : « Les agriculteurs n'ont pas le choix, ils sont obligés de traiter, quelques-uns contournent la loi par conviction mais ils prennent de gros risques. Le plus gros problème est le manque de communication, il devrait y avoir une concertation entre agriculteurs et apiculteurs avant l'application des produits à grande échelle et une identification claire des parcelles concernées, c'est le rôle de l'État ».

Certains apiculteurs se voient contraints à quitter leur emplacement car même dans les coins les plus reculés, des traces de pesticides sont retrouvées. Mais trouver un rucher n'est pas une tâche facile pour les apiculteurs, Sonia Martaresche précise que « plusieurs critères rentrent en compte : le rucher doit être préservé mais il faut également que l'emplacement soit accessible avec un véhicule et il faut pouvoir y installer au moins 40 à 50 ruches pour que l'intervention de l'apiculteur soit rentable ». Ralph Campbell va même plus loin : « Les politiques prennent des engagements pour interdire les pesticides en ville, la campagne est souvent oubliée... Les abeilles sont aujourd'hui plus prospères en ville qu'à la campagne ! »



Mais alors quel avenir pour l'apiculture ? Sonia Martaresche est « très inquiète pour les jeunes qui s'installent avec de gros investissements. Les apiculteurs travaillent à sauvegarder l'espèce, la profession doit perdurer mais les installations doivent être progressives, sans prise de risque financière ». Selon Ralph Campbell, pour que la profession apicole perdure, il faut « interdire ces produits toxiques » et « le seul espoir réside aujourd'hui chez le consommateur qui doit se positionner pour refuser ces produits issus de semences enrobées – mais, blé, orge, betterave sucrière – dans son alimentation ».

Pour beaucoup d'apiculteurs, la disparition des abeilles annoncerait une catastrophe écologique. L'Apis mellifera, pollinisateur domestique, pollinise 80% des espèces de plantes à fleurs et à fruits et garantit 35% de la quantité de notre alimentation. L'abeille est une sentinelle de l'état de l'environnement, l'humanité entière est concernée par la menace de sa disparition.

La création récente de l'Institut technique et scientifique de l'abeille et de la pollinisation (ITSAP) peut faire croire que le gouvernement et la profession prennent les décisions en main pour l'avenir du métier d'apiculteur. Cet institut n'a de sens que s'il répond aux besoins des apiculteurs sur le terrain et permet d'assurer un bon développement des abeilles. Les structures techniques régionales doivent ainsi être consolidées, elles sont le cœur de l'activité technique apicole actuelle. ■

Julia Wright

• Pour aller plus loin : Sauvons les abeilles <http://www.sauvonslesabeilles.com/spip.php?rubrique12>